

Identification : EXP.RPF.ACCH.25.0016

Nom du FDR : Achats

Diffusion* : **Limitée**

DOCUMENT TECHNIQUE

Émetteur	Date d'origine	Page
DIGE/ACH	18 février 2025	1/16

CENTRE DE STOCKAGE DE L'AUBE (CSA)

FOURNITURE DE FûTS DE 450 LITRES

PROCEDURE FORMALISEE

REGLEMENT PARTICULIER DE PROCEDURE AVEC NEGOCIATION

PHASE CANDIDATURES

Ind.	Date	Nom/visa du rédacteur	Nom/visa vérificateur	Nom/visa approbateur
A	18/02/2025	Sandra NORDT	Gérald SIFFREDI 	Frédéric JOUANNET

Identification

EXP.RPF.ACCH.25.0016

Page 2/16**Rév.** A**Révisions**

Ind.	Date	Modifications
A	18/02/2025	Document initial

Diffusion (en sus. des signataires)

En cas de diffusion **confidentielle**, renseigner **obligatoirement TOUS** les destinataires (internes et externes) en complétant la liste ci-dessous (hors signataires)

Société/ organisme/Unité	Prénom/Nom	Société/ organisme/Unité	Prénom/Nom
-------------------------------------	-------------------	-------------------------------------	-------------------

SOMMAIRE

PARTIE 1 : CONDITIONS DE LA PROCEDURE AVEC NEGOCIATION	7
1. PRESENTATION DU MARCHÉ	8
1.1 <i>Objet du marché</i>	8
1.2 <i>Allotissement du marché</i>	8
2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	8
3. CANDIDATURES	8
3.1 <i>Présentation des candidatures</i>	8
3.2 <i>Vérification des conditions de participation</i>	9
3.3 <i>Récapitulatif des pièces à fournir</i>	10
3.4 <i>Langue autorisée</i>	10
3.5 <i>Analyse et sélection des candidatures</i>	10
4. OFFRES	11
4.1 <i>Invitation à soumissionner</i>	11
4.2 <i>Analyse des offres</i>	11
4.3 <i>Soutenance</i>	11
4.4 <i>Négociation</i>	11
4.5 <i>Questionnaire conformité</i>	12
5. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	12
PARTIE 2 : MODALITES PRATIQUES DE DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES SOUS FORMAT ELECTRONIQUE	14
7. MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	15
7.1 <i>Forme du dépôt</i>	15
7.2 <i>Remise d'une copie de sauvegarde</i>	15
8. AIDE A LA DEMATERIALISATION	16

ANNEXES

ANNEXE 1. DISPOSITIF DUME

ANNEXE 2. MOYENS DE PREUVE A TRANSMETTRE PAR LES CANDIDATS

ANNEXE 3. FICHE D'IDENTITE FOURNISSEUR (Andra 147)

ANNEXE 4. RECOMMANDATIONS POUR LE DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES SOUS FORME
DEMATERIALISEE

POUVOIR ADJUDICATEUR :**AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS
"Andra"**

Parc de la Croix Blanche
1/7, rue Jean-Monnet
92298 CHATENAY-MALABRY CEDEX

CONTACT :

Correspondant **Sandra NORDT**
Téléphone +33 (0)3 25 92 32 42
Courriel sandra.nordt@andra.fr
Copie (Cc) andrasgda@andra.fr

DEMARCHE POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES SUR LA CONSULTATION :

Se reporter au point 8. Renseignements complémentaires.

SERVICE TECHNIQUE LIE A L'UTILISATION DE LA PLATE-FORME DE DEMATERIALISATION « PLACE » :

Un service d'assistance en ligne est disponible sur la plateforme dans la rubrique « Aide ». Pour toute demande d'assistance, un formulaire est à renseigner en ligne. L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h. Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire et dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES :

Le dépôt de leur candidature par les opérateurs économiques s'effectue entièrement sous forme dématérialisée sur la plate-forme PLACE accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Au plus tard le
lundi 31 mars 2025**

**Avant 15 heures
(heure de Paris)**

TOUT RETARD ENTRAINE LE REJET DE LA CANDIDATURE.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES INITIALES :

Elles seront précisées dans l'invitation à soumissionner qui ne sera transmise qu'aux seuls opérateurs économiques admis à présenter une offre initiale.

PREAMBULE

Les candidatures et offres que les opérateurs économiques déposeront dans le cadre de la procédure avec négociation objet du présent document le seront entièrement sous format électronique.

En optant pour la dématérialisation, l'Andra utilise une signature électronique avec certificat pour ses marchés.

Il vous sera demandé par conséquent de signer ses marchés par signature électronique certifiée.

Aussi, le présent document a deux objets :

1. Présenter les conditions de la procédure avec négociation (Partie I)
2. Présenter les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sous format électronique (Partie II)

De même, l'accord-cadre à bons de commande à conclure au terme de la procédure objet du présent document est désigné dans la suite de ce dernier par le terme « marché ».

PARTIE 1 :

CONDITIONS DE LA PROCEDURE AVEC NEGOCIATION



1. PRESENTATION DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le marché à conclure a pour objet la fabrication et la livraison de fûts métalliques de 450 litres destinés à contenir des fûts de 200 litres compactés contenant des déchets faiblement et moyennement radioactifs sur le Centre de stockage de l'Aube situé à Soulaines Dhuys (10) (Référence CPV : 44616000 ; 44616200).

1.2 Allotissement du marché

Le marché est non alloti.

2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Conformément aux dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-20 du code de la commande publique, les opérateurs économiques ont la possibilité de faire des propositions en groupement avec un ou plusieurs autres opérateurs.

La forme juridique que devra revêtir le groupement d'entreprises lors de l'attribution du marché est **soit le groupement solidaire, soit le groupement conjoint avec solidarité du mandataire.**

Il est interdit à un même opérateur économique de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

1. En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
2. En qualité de membres de plusieurs groupements.

3. CANDIDATURES

3.1 Présentation des candidatures

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature soit en utilisant le DUME (cf. art.3.1.1), soit en utilisant le dispositif standard DC1/DC2 (cf. art. 3.1.2).

3.1.1 Utilisation du DUME « Document Unique de Marché Européen » acheteur

Conformément aux articles R.2143-4 et suivants du code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME, en utilisant le formulaire en ligne mis à disposition par l'Andra sur la plate-forme PLACE, en lieu et place des formulaires DC1 et DC2.

Les opérateurs économiques devront alors compléter le formulaire DUME avec les renseignements demandés en suivant le processus détaillé en annexe 1 du présent document (point I. Répondre avec le dispositif DUME dans PLACE).

Dans l'hypothèse d'une candidature incluant des sous-traitants ou sous forme de groupement d'entreprises, chaque sous-traitant et/ou membre doit remplir et fournir un formulaire DUME selon le dispositif décrit en annexe 1 du présent document (point I. Répondre avec le dispositif DUME dans PLACE - Candidature avec des sous-traitants / en groupement).

3.1.2 Dispositif « standard »

Si les opérateurs économiques souhaitent utiliser le dispositif standard, ils doivent produire à l'appui de leur candidature :

- Le formulaire DC1 valant lettre de candidature ;
- Le formulaire DC2 aux fins de vérification des conditions de participation comprenant leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles décrites aux points a), b) et c) ci-dessous.

Dans l'hypothèse d'un groupement d'entreprises, ses membres doivent remplir un exemplaire chacun du DC2, étant entendu que conformément à l'article R.2142-25 du code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale.

Ces formulaires peuvent être obtenus sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

➤ **a. Aptitude à exercer l'activité professionnelle :**

Ces informations doivent être renseignées dans le formulaire DC2, à la rubrique E1 « renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel ».

➤ **b. Capacité économique et financière :**

- Présentation du chiffre d'affaires des 3 dernières années de l'entreprise (*en cas de groupement d'entreprises : présentation du chiffre d'affaires des 3 dernières années de toutes les entreprises membres du groupement*)
- Informations sur le niveau d'assurance des risques professionnels

➤ **c. Capacités techniques et professionnelles :**

- **Moyens techniques et logistiques** : Description de l'outillage, des équipements techniques, des matériels et des capacités de production et d'entreposage du candidat.
- **Moyens humains** : Description des moyens humains (en nombre et qualification) du candidat.
- **Références** : Présentation des références sur les 5 dernières années en rapport avec l'objet du marché. Ces références devront préciser les montants, les dates et durée de contrats, les clients et coordonnées du contact client, niveau de responsabilité dans l'affaire.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et **apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.**

3.2 Vérification des conditions de participation

3.2.1 Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Les opérateurs économiques peuvent fournir les pièces justificatives de leurs conditions de participation listées ci-après à l'article 3.2.2, dans leur dossier de candidature.

Si ces pièces n'ont pas été remises lors du dépôt de leur candidature, les opérateurs économiques sollicités par l'Andra devront produire, dans le délai fixé par l'Andra, les documents justificatifs aux fins de contrôle de la véracité des informations transmises.

S'agissant des exclusions de plein droit mentionnées aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique, les opérateurs économiques sollicités par l'Andra devront fournir **les moyens de preuve listés en annexe 2 du présent document.**

Si l'opérateur économique se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les pièces justificatives requises par l'Andra, sa candidature sera déclarée irrecevable et l'opérateur économique concerné sera éliminé conformément à l'article R. 2144-7 du code de la commande publique. Dans ce cas, l'opérateur économique dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les documents nécessaires si ces documents n'ont pas été préalablement fournies par l'opérateur concerné.

Si un opérateur économique sollicité est concerné par l'une des hypothèses évoquées aux articles L.2141-7 et suivants du code de la commande publique (exclusions à l'appréciation de l'acheteur) et en a informé l'Andra lors

du dépôt de sa candidature, il devra alors établir par tout moyen que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure objet du présent document n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats.

3.2.2 Liste des documents justificatifs à fournir permettant de justifier de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles

S'agissant de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles, les opérateurs devront, fournir les pièces justificatives listées à l'article 3.3 qui suit.

3.3 Récapitulatif des pièces à fournir

Récapitulatif des pièces à fournir	
Présentation candidature	- Formulaires DC1 + DC2 complétés ou DUME acheteur complété
En cas de groupement	- Habilitation signée justifiant la capacité du mandataire à représenter les autres membres du groupement
Aptitude à exercer l'activité professionnelle	- Justificatif d'inscription sur un registre professionnel (RCS, RM...)
Capacité économique et financière	- Bilans ou extraits de bilan des 3 derniers exercices de l'entreprise (<i>en cas de groupement d'entreprises : bilans ou extraits de bilan des 3 derniers exercices de toutes les entreprises membres du groupement</i>) - Attestation d'assurance responsabilité civile et responsabilité civile professionnelle (<i>pour chacune des entreprises si candidature en groupement d'entreprises</i>) ou autres moyens de preuve d'assurance
Capacités techniques et professionnelles	- Moyens techniques et logistiques : description des moyens, tel que précisé au §3.1.2 c ci-avant - Moyens humains : description des moyens, tel que précisé au §3.1.2 c ci-avant - Références : références sur les 5 dernières années, tel que précisé au §3.1.2 c ci-avant
Fiche d'identité fournisseur	- Fiche d'identité fournisseur (cf annexe 3) complétée (<i>pour chacune des entreprises si candidature en groupement</i>)

3.4 Langue autorisée

L'ensemble des documents remis à l'appui de la candidature ou de l'offre des opérateurs économiques devra être rédigé en langue française. Dans l'hypothèse où les opérateurs économiques produisent un document en langue étrangère, ce document doit être accompagné d'une traduction en langue française.

Pour les documents remis à l'appui de l'offre, l'Andra se réserve la possibilité de demander une traduction certifiée dans le cas évoqué à l'article R.2151-12 du code de la commande publique.

3.5 Analyse et sélection des candidatures

L'analyse des candidatures sera effectuée sur la base de :

- La capacité économique et financière. La stabilité financière du candidat ainsi que la part du chiffre d'affaires réalisée avec l'Andra seront examinées
- La capacité technique et professionnelle, sur la base des éléments précisés au §3.1.2 c ci-avant

Limites concernant le nombre de candidats retenus :

- Nombre minimal envisagé : 3
- Nombre maximal : 5

Si le nombre de candidatures recevables est supérieur au nombre maximal de candidats pouvant être retenus, les candidatures seront sélectionnées à l'issue d'un classement établi au regard des critères pondérés suivants :

- **Adéquation des moyens techniques et logistiques (50%)**
- **Adéquation des moyens humains (20%)**
- **Adéquation des références (30%)**

4. OFFRES

4.1 Invitation à soumissionner

A l'issue de l'étape de sélection des candidatures, l'Andra transmet, conformément aux articles R.2144-8 et R.2144-9 du code de la commande publique, une lettre d'invitation à soumissionner aux opérateurs économiques dont la candidature a été retenue.

A titre purement indicatif, les dates prévisionnelles envisagées sont les suivantes :

- Envoi de l'invitation à soumissionner aux candidats retenus : **16 avril 2025**
- Date de remise des offres : **26 mai 2025**

4.2 Analyse des offres

Les offres sont analysées et comparées au regard des critères d'appréciation ci-après :

- Prix (60 %),
- Valeur technique (40 %)

La décomposition du critère « Valeur technique » et la pondération des sous-critères associés seront précisées dans l'invitation à soumissionner qui sera adressée aux candidats retenus.

4.3 Soutenance

L'intérêt d'une soutenance avec les différents opérateurs économiques sera évalué par l'Andra suite à l'examen des offres. Dans une telle hypothèse, l'Andra informera les opérateurs économiques des modalités d'organisation de ces soutenances.

4.4 Négociation

L'invitation à négocier fixera les modalités de cette phase. Néanmoins, cette négociation ne pourra en aucun cas avoir pour effet de remettre en cause les exigences minimales suivantes :

- Le dimensionnement mécanique et physique des fûts (§ 3.2 du CCTP)
- L'état général des fûts à la livraison (§ 3.3 du CCTP)
- Les modalités de transport/livraison des fûts (§ 4.1 du CCTP)
- Les dispositions d'assurance qualité (§ 4.2, 5 et 6 du CCTP)

4.5 Questionnaire conformité

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin II », un questionnaire de « Due Diligence » sera transmis aux soumissionnaires en phase « offres ».

Seul l'attributaire pressenti du marché devra compléter ce questionnaire et le transmettre via la plateforme E-attestations, préalablement à la signature du marché.

5. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Lors de la procédure avec négociation, les données à caractère personnel suivantes sont susceptibles d'être traitées : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des opérateurs économiques (adresse, numéro de téléphone, adresse électronique). Il est précisé que l'Andra utilisera ces données uniquement pour les besoins de la présente procédure avec négociation.

Ces données ne seront accessibles qu'aux personnes qui ont strictement besoin d'en connaître, à savoir les personnes chargées de suivre la procédure Achats de l'Andra.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement européen relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les personnes physiques concernées par le traitement de leurs données personnelles dans le cadre de la procédure avec négociation peuvent à tout moment via la procédure prévue ci-après :

- (1) exercer leur droit d'accès, de rectification des données les concernant, ainsi que leur droit à l'effacement des données (droit à l'oubli), à la limitation du traitement, leur droit d'opposition au traitement et leur droit à la portabilité des données, tels que définis dans le RGPD.
- (2) le cas échéant, retirer leur consentement. Dans ce cadre, les personnes concernées reconnaissent que l'exercice de ce droit ne portera pas atteinte à la licéité du traitement effectué avant la date effective du retrait.
- (3) introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), si elles considèrent que le traitement de données à caractère personnel les concernant constitue une violation aux dispositions du RGPD.

Les droits susvisés pourront être mis en œuvre via la procédure suivante :

- Envoi d'un mail à l'adresse dpd@andra.fr en joignant toute information ou document permettant l'identification certaine du demandeur ; ou
- Envoi d'un courrier à l'adresse suivante, en joignant toute information ou document permettant l'identification certaine du demandeur :

Délégué à la protection des données
Andra
1-7 rue Jean Monnet
92290 Châtenay-Malabry

Les données à caractère personnel étant collectées directement auprès de chaque opérateur économique concerné, ces derniers seront tenus, notamment lorsqu'ils transmettent des données à caractère personnel concernant des personnes qui n'ont pas accès au présent document, d'informer les personnes concernées des présentes conditions et d'obtenir les autorisations nécessaires permettant le respect des obligations applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les candidats ont la possibilité de poser des questions écrites tout au long de la procédure via le profil acheteur de l'Andra (www.marches-publics.gouv.fr dans la consultation, en cliquant sur le bouton « poser une question »).

L'Andra apportera une réponse, via son profil acheteur, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres pour autant que la demande ait été faite en temps utile.

PARTIE 2 :

MODALITES PRATIQUES DE DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES SOUS FORMAT ELECTRONIQUE



7. MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Forme du dépôt

Le dépôt de leur candidature et de leurs éventuelles offres par les opérateurs économiques s'effectue **entièrement sous forme dématérialisée** dans l'espace dédié à la présente procédure avec négociation sur la plate-forme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence **EXP-RPF-ACCH.25.0016**

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article R.2132-11 du code de la commande publique relative à la copie de sauvegarde (cf. Article 7.2 ci-dessous), les candidatures et éventuelles offres des opérateurs économiques sont transmises **en une seule fois**.

Si plusieurs candidatures et éventuelles offres sont successivement transmises par un même opérateur économique, **seule est ouverte la dernière candidature ou offre reçue par l'Andra dans le délai fixé pour leur remise**.

Voir l'annexe 4 « Recommandations pour le dépôt des candidatures et des offres sous forme dématérialisée ».

Il est notamment recommandé **de limiter le nombre de caractère pour l'intitulé des fichiers**.

7.2 Remise d'une copie de sauvegarde

Pour tout dépôt d'une candidature ou d'une offre sous forme dématérialisée, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par [l'arrêté du 22 mars 2019](#) fixant les modalités de mise à dispositions des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut être sur support physique électronique (CD-Rom, DVD Rom, clé USB) ou bien sur support papier.

Le cas échéant, cette copie pourra soit être déposée sous pli, contre récépissé, à l'accueil du site du Centre de stockage de l'Aube (du lundi au vendredi, de 08h30 à 19h00), soit être transmise par voie postale, par pli recommandé avec accusé de réception à :

Andra
Centre de stockage de l'Aube
A l'attention de Sandra NORDT,
B.P. n° 7
10200 Soulaines Dhuys

Le pli devra comporter les mentions obligatoires suivantes :

- « Copie de sauvegarde »,
- Intitulé de la consultation,
- Nom ou dénomination de l'opérateur économique
- Adresse de l'opérateur économique

La copie de sauvegarde qui aurait été déposée sur le site de l'Andra sans que l'opérateur économique ne puisse fournir le récépissé de dépôt ou transmise par voie postale sans accusé de réception ne pourra pas être prise en compte : elle sera renvoyée à l'opérateur économique l'ayant transmise.

Conformément à l'arrêté précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans la candidature ou dans l'offre transmises par voie électronique ; ou
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Néanmoins la copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures ou des offres.

8. AIDE A LA DEMATERIALISATION

La plate-forme PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) propose une aide aux opérateurs économiques sous la forme suivante :

Un service d'assistance en ligne est disponible sur la plateforme dans la rubrique « Aide ». Pour toute demande d'assistance, un formulaire est à renseigner en ligne. L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h. Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire et dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande.

Dans la rubrique « Aide » :

- Des guides d'utilisation,
- Une foire aux questions,
- Des guides d'autoformation,
- Des outils informatiques en téléchargement.

Dans la rubrique « Se préparer à répondre » :

- La possibilité pour les opérateurs économiques de tester leurs postes informatiques,
- L'accès à des consultations de test.

Attention aux filtres anti-spam :

Les courriels envoyés par la plate-forme PLACE le sont depuis l'adresse électronique : « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ».

Il appartient donc aux opérateurs économiques d'ajouter cette adresse dans la liste blanche de leur serveur/client de messagerie/logiciel tiers anti-spam afin que les courriels envoyés depuis la plate-forme PLACE ne soient pas filtrés.